

⇒ journalistes dans une lettre ouverte adressée à Arnault, en juillet 2007. Eh bien oui, effectivement, on ne trouve plus, depuis, d'enquêtes sur les lucratives activités du boss et ses partenaires potentiels dans les titres appartenant à Arnault. On ne s'étonnera pas que « Merci patron ! », le film de François Ruffin mettant en scène le groupe LVMH et son PDG n'y a pas été chroniqué.

Canal + : censure à tous les étages

N'allez pas croire que les riches industriels boudent les médias audiovisuels. La radio privée Europe 1 est entre les mains d'Arnaud Lagardère (ainsi que les magazines *Le Journal du Dimanche* et *Paris Match*), Martin Bouygues, le roi du béton, détient TFI, la première chaîne de télé française et, en juin 2014, Vincent Bol-

loré, qui doit son immense fortune à un groupe issu du capitalisme néo-colonial (actif notamment dans les plantations d'huile de palme et de terminaux maritimes de conteneurs en Afrique) a pris possession de Canal +. S'ensuivent : de véritables saignées dans la rédaction, une formidable diète budgétaire, une purge à la tête de la chaîne. Et, surtout, des censures de documentaires, et la déprogram-

QUAND LES INTÉRÊTS PRIVÉS

De nombreux médias français sont la propriété d'hommes d'affaires milliardaires. Coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, ses concurrents et sa proximité avec le pouvoir, le journaliste n'a plus guère d'autres choix que de livrer « une image lisse du monde ». Mais la presse indépendante, les réseaux sociaux et le journalisme d'investigation viennent déranger ce bel ordonnancement.

Isabelle Philippon (CSCE)

Les entreprises de presse sont, pour la plupart, des entreprises privées, et celles qui ne le sont pas sont de plus en plus régies par l'esprit et les méthodes du privé : comment imaginer, alors, que le journalisme puisse échapper aux règles qui régissent l'ensemble du monde social ? Lui seul serait épargné ? Allons donc ! L'information est devenue un produit comme un autre, achetable et destiné à être vendu, à la fois profitable et coûteux. « Profitable » ? Assurément. Pas nécessairement en termes financiers : on connaît assez la crise

nombre d'idées saines ; les idées de gauche sont des idées pas saines, et nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche qui continuent. » (1) Pour les faire passer, ces idées, rien de tel que de posséder un grand quotidien, de pouvoir y jouer de l'influence, et d'y disposer d'un espace rédactionnel dédié...

Les milliardaires et leurs danseuses

Ces milliardaires qui – c'est particulièrement vrai en France – se pressent au chevet des médias, ont

retirent. Pourquoi, en effet, le propriétaire de médias ne pèserait-il pas, lorsqu'il le souhaite, sur l'orientation des biens qu'il possède ? Hubert Beuve-Méry voulait précisément que l'info échappe à cette malédiction : « Je veux un journal indépendant, qui ne doive rien à personne, ni à l'Etat, ni aux puissances d'argent, ni aux puissances constituées, que ce soient les Eglises, des syndicats, etc. Un journal qui puisse vraiment n'avoir aucune espèce de fil à la patte », répondait-il à un journaliste qui lui demandait au nom de quelles valeurs il avait créé *Le Monde*, en 1944. (2) De l'argent, il se méfiait, viscéralement : il voulait le garder très éloigné des salles de rédaction : « On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! » (3) Aujourd'hui, une gigantesque normalisation économique menace gravement la qualité et l'indépendance de l'information française. On chercherait en vain, par exemple, dans les pages du quotidien vespéral français, un article critique sur les pratiques de Pascal Houzelot, homme d'affaires, propriétaire de Pink TV (et fondateur de la chaîne de télé privée Numéro 23), par ailleurs, membre du

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs.

de la presse, la fuite de la publicité, la désaffection du public, etc. Mais profitable quand même. L'armateur et sénateur de l'Essonne Serge Dassault, propriétaire – notamment – du *Figaro* (et longtemps propriétaire de *L'Express*), l'a bien ramassé, dans une de ces formules dont il a le secret : « Il faut faire passer un certain

évidemment bien d'autres chats à fouetter que de s'occuper de canards, la plupart du temps boiteux. S'ils se montrent tellement attentionnés envers une presse en déliquescence, ce n'est pas une marque d'altruisme, ni par volonté de sauver le pluralisme et la liberté de l'information. C'est pour le pouvoir d'influence qu'ils en

mation des Guignols. « La dérision, parfois, c'est un peu blessant ou désagréable, déclare-t-il à France Inter. Se moquer de soi-même, c'est bien ; se moquer des autres, c'est moins bien. » En juillet 2015, Bolloré censure un documentaire (« Evasion fiscale, une affaire française ») sur le Crédit mutuel et la fraude fiscale, qui devait être diffusé dans l'émission « Spécial Investigation », l'émission

d'enquête de la chaîne. Il faut dire que le Crédit mutuel est l'un des principaux partenaires financiers du groupe Bolloré. Le patron annonce la couleur : désormais, il n'y aura plus de reportages sur les partenaires actuels ou potentiels du groupe. □

(1) Cet article a été réalisé sur la base des révélations contenues dans le livre de Laurent Mauduit, *Main basse sur l'information* Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(2) *Un mauvais génie*, Ariane Chemin et Vanessa Schneider, Ed. Fayard, 2015.

(3) Le terme « marronniers » désigne, dans le jargon journalistique, des sujets qui reviennent régulièrement en Une car ils font vendre du papier.

(4) Cette Une de *L'Express* sur « les femmes à la source des ennuis du président français », parue le 10 octobre 2012, a été suivie, le 23 avril 2014, par une autre sur « Hollande et ses femmes ».

(5) Cette couverture est parue le 13 novembre 2012, illustrée par la photo d'une femme portant le voile intégral.

FONT MAIN BASSE SUR L'INFORMATION

comité de surveillance du journal. Pas de reportages sur les pratiques liberticides de Vincent Bolloré dans les médias contrôlés par celui qui se félicite d'avoir le *final cut* (c'est-à-dire le contrôle éditorial) sur ses titres.

Point d'enquêtes sur Bernard Arnault et le groupe de luxe LVMH dans *Le Parisien* ou *Les Echos*. Avant, la censure se faisait discrète. Maintenant, elle est généralisée, et même revendiquée par les patrons de presse : après la normalisation économique, vient la normalisation éditoriale.

Une image lisse du monde

Mais cette censure, les journalistes eux-mêmes rechignent à la reconnaître. Dur, dur, en effet, pour les membres de cette profession, de reconnaître qu'ils disposent d'à peine plus de pouvoir qu'une caissière de supermarché sur la stratégie commerciale de son employeur : « On se rêvait l'héritier de Bob Woodward (NDLR : l'un des deux journalistes du *Washington Post* qui enquêta sur le *Watergate*), on est le tâcheron de Martin Bouygues », ramasse Serge Halimi, journaliste, directeur du *Monde diplomatique* et écrivain.

Cela dit, la censure est encore plus efficace quand elle s'ignore. Quand les intérêts du patron, ô miracle, coïncident avec ceux de l'« info ». Le journaliste est, alors, prodigieusement libre. Et, le plus souvent, c'est comme cela que ça se passe, la chose n'est d'ailleurs pas neuve. Patrick Poirre d'Arvor, longtemps considéré comme l'une des personnalités les

plus influentes du paysage audiovisuel français, aurait, paraît-il, avoué un jour le sens de sa mission : « Nous sommes là pour donner une image lisse du monde. » Lisse, certes, mais

infos, qu'ils nouent des relations avec ces hommes et femmes de pouvoir, et que ces relations tournent à l'amitié, au copinage et au « renvoi d'ascenseur ». Ce prétexte n'est qu'un...

« On ne peut avoir deux maîtres à la fois, l'argent et l'information ! Ou alors on choisit un autre registre et on désinforme le public à longueur d'articles ! »

(Hubert Beuve-Méry)

surtout conforme aux intérêts d'une classe sociale. En France, davantage encore que chez nous, une proximité sociale soude les enfants de la bourgeoisie, depuis l'école secondaire jusqu'à l'université. Sciences-Po, qui a de tous temps été le marchepied vers l'Ena (la très sage et très huppée Ecole nationale d'administration), a ouvert en 2006 une école de journalisme : son programme n'est pas précisément porté sur la remise en cause du monde tel qu'il va ; on y forme peu de trublions, peu de plumes plongeant dans la plaie.

Un journalisme qui a gardé le contact, et perdu la distance

De tous temps, les journalistes politiques, économiques et culturels ont aimé se mettre en valeur aux yeux des décideurs. Bien sûr, c'est sous prétexte d'arracher une interview « exclusive », ou pour obtenir des

prétexte. En réalité, beaucoup de journalistes sont des courtisans. Leurs modèles ne sont pas Woodward, ni Ernest Hemingway ou Albert Londres. Ce qui les enthousiasme c'est, précisément, de côtoyer le pouvoir, d'en être proche, d'être admis dans le cercle. Le critique, philosophe et écrivain Julien Benda dénonçait, déjà en 1927, cette volonté du journaliste « de plaire à la bourgeoisie, laquelle fait les renommées et dispense les honneurs ». (5) Il suffit de remplacer le mot « bourgeoisie » par celui de « décideurs », et la situation s'applique à merveille à nos éditorialistes, ainsi qu'à nombre de journalistes politiques, économiques, et culturels. Hubert Beuve-Méry, encore lui, expliquait fort justement que « le journalisme, c'est le contact et la distance ». Désormais, il ne reste plus guère que le contact.

Pourtant, il se trouve bien, de temps à autre, l'un ou l'autre journaliste

⇒ politique, économique ou culturel à oser une impertinence, voire une irrévérence. « Pour faire illusion, le journaliste dispose bien, de temps en temps, de ses deux mots ou de ses deux secondes de dissidence fourgués en contrebande », assène Halimi dans ses *Nouveaux chiens de garde*. Car son patron, à qui on ne la fait pas, sait bien l'importance de concéder à ses employés « une soupe aussi anodine que ces miettes de dignité ». Mais ces « miettes » ne parviennent pas, hélas, à cacher le reste, c'est-à-dire ces colonnes et ces billets où s'étalent les preuves de l'étouffement des médias – et de la démocratie – dans un système mi-oligarchique, mi-ploutocratique.

Le retour des sentinelles

Mais il y a néanmoins un type de journaliste qui, lui, fait résolument bande à part. En France et en Belgique, il était donné pour mort voici quelques années, et le voilà plus vivant que jamais : le journaliste d'investigation. Camille Desmoulins, l'un des plus grands journalistes de la Révolution française, a créé une formidable expression pour qualifier la fonction citoyenne de la presse : « la sentinelle de la démocratie ». Une sentinelle, ça fait le guet, ça observe, ça alerte en cas de danger. Longtemps après, en 1991, la Cour européenne des Droits de l'Homme trouvera une formulation voisine pour

qualifier la fonction d'un journaliste dans nos démocraties : celle du *watchdog* (chien de garde). Les journalistes et éditorialistes « de salon » ne jouent plus vraiment ce rôle, eux qui acceptent les règles du jeu imposées par les « communicants » (les décideurs et leurs attachés de presse et autres *spin doctors*), relaient très gentiment les propos tenus en conférence de presse, et acceptent avec empressement les interviews qu'on leur « accorde » généreusement. Mais certains journalistes osent encore des questions qui bousculent, marchent à contre-courant dans les couloirs des parlements, rongent un os jusqu'à la moëlle, n'ont que faire du politiquement correct, n'ont



pas peur de déranger les puissants. Ceux-là n'hésitent pas à enquêter durant des semaines, des mois, voire des années, sur une hypothèse, une question qu'ils se posent. Ils sortent résolument du journalisme « de flux », du temps court, pour entrer dans un temps long, celui du travail de fond.

La naissance d'un journalisme collaboratif

Cette renaissance du journalisme d'investigation, on la doit d'abord à de nouveaux médias indépendants, tel Mediapart (site d'information sur internet né en 2008, dont le modèle économique repose exclusivement sur la niche de l'investigation), qui



□ □ □

QUAND LES JOURNALISTES JOUENT À L'AUTRUCHE

Le journalisme est une profession en danger : en Belgique, en France, partout en Europe. Parce que la liberté de la presse et de l'information est régulièrement mise à mal (par les intérêts privés qui dominent les médias ou par des législations liberticides), et aussi parce que la formation des journalistes laisse à désirer, et que leurs conditions de travail sont de plus en plus mauvaises. La Fédération européenne des journalistes (FEJ) et l'Ins-

titut syndical européen (ETUI) organisaient une conférence de presse sur le sujet – un enjeu sociétal important – le 26 juin dernier, à Bruxelles.

Mais voilà : quasiment aucun professionnel belge de l'info n'était présent. « C'est lamentable. Juste lamentable », s'est insurgé sur son blog Ricardo Gutiérrez, le secrétaire général de la FEJ. « En défendant la liberté de la presse et les conditions de travail des journalistes,

la FEJ ne protège pas un intérêt corporatiste ; elle défend le droit fondamental des citoyens à accéder à l'information, garanti par les conventions internationales sur les droits humains. Le mépris des médias pour cet enjeu citoyen est le symptôme du malaise profond qui mine le secteur. Un très mauvais signe pour la profession. Lamentable mépris. Aveuglement suicidaire. » Et vlan. Le 28 juin, *L'Avenir* consacrait une pleine page au sujet. Ouf.

sont venus faire concurrence, sur leur terrain, à des médias « piquants », mais à l'audience réduite, comme *Le Canard enchaîné*. On la doit aussi aux réseaux sociaux, qui ont décoché un véritable coup au derrière des journalistes « officiels », leur ont dénié le statut de délivreurs exclusifs de l'info, les ont fait tomber de leur piédestal. On la doit enfin à la réaction de la presse *mainstream*, qui a fini

La censure est encore plus efficace quand elle s'ignore.

par comprendre que si elle délaissait totalement son rôle de sentinelle, elle allait mourir sous l'accusation infamante de journalisme de connivence, de journalisme aux ordres. Le hic ? L'investigation coûte cher, très cher. Pour contourner cet obstacle majeur, des journalistes se sont regroupés au sein, par exemple, du consortium international des journalistes d'investigation (CIJI). Les journalistes de plusieurs journaux s'échangent des informations, se livrent des trucs, s'épaulent sur de grosses affaires qui dépassent le cadre d'un seul pays : une révolution, dans une profession envahie d'égos surdimensionnés et

d'irréductibles individualistes. Une révolution qui a permis, notamment, les révélations sur les *Panama Papers*, *Swiss Leaks*, *Lux Leaks* et autres *Football Leaks*.

Les milieux d'affaires, de la finance, de l'économie, de la politique, du sport, etc. n'aiment pas ce genre d'enquêtes aux rebondissements et aux implications souvent multiples, mais il leur devient très difficile, voire impossible, de les étouffer.

Et c'est ainsi qu'à l'intérieur d'un même journal ou d'une même chaîne de télévision, cohabitent désormais deux « espèces » de journalistes : les « fouille-merde » (tels que les appellent leurs détracteurs) et les porte-serviettes. On rêve d'une presse où les uns et les autres reviendraient aux fondements du journalisme : un journalisme citoyen, puissant, critique, et viscéralement distant vis-à-vis des élites, quelles qu'elles soient... □

(1) « Question directe », France Inter, le 10 décembre 2004.

(2) *Main basse sur l'information*, Laurent Mauduit, Ed. Le Seuil, coll. Don Quichotte, 2016.

(3) Hubert Beuve-Méry : *Non à la désinformation*, Frédéric Ploquin, Ed. Isabelle Péhourticq, 2010.

(4) *Les nouveaux chiens de garde*, Serge Halimi, Ed. Raisons d'agir, Paris, 2005.

(5) *La Trahison des clercs*, Julien Benda, Grasset, 1975 (réédition).